

Pas d'expulsion à Rosny sans rencontrer les familles et leur proposer des solutions dignes et durables, surtout en temps de COVID!

Plusieurs associations, dont la Ligue des droits de l'homme et Alternatiba Rosny, se mobilisent à Rosny et demandent au maire, au préfet et aux autorités compétentes de suspendre l'arrêté d'expulsion en cours et de tout mettre en oeuvre pour reloger dignement les familles actuellement installées sur deux terrains, l'un avenue Raymond Poincaré, l'autre avenue Faidherbe. Les rosniéens et les autres habitants de la région sont invités à soutenir leur appel à agir conformément aux droits humains fondamentaux.

Le 27 juillet, le Maire de Rosny sous Bois, Jean-Paul Fauconnet a demandé à la préfecture l'évacuation par la force publique des familles installées à proximité de l'autoroute A86. L'expulsion peut survenir d'un jour à l'autre. **Cela concerne au moins 20 adultes et au moins 20 enfants, dont une partie de moins de trois ans.**

Les familles de l'avenue Poincaré sont très inquiètes d'être expulsées. La plupart vivent en France depuis de nombreuses années et plusieurs adultes parlent très bien français. Elles étaient auparavant sur le terrain de la rue de l'Acacia à Montreuil, où certains enfants étaient scolarisés. Elles ont dû repartir en Roumanie pendant le confinement et sont revenues en juin. Plusieurs adultes ont mentionné leur souhait de maintenir la scolarisation de leurs enfants, et l'accès à une formation pour améliorer leur connaissance du français.

Préoccupées du manque d'hygiène et de sécurité induit par leur situation, de l'absence d'eau potable, particulièrement nécessaire pour garantir les gestes barrières, elles ont mis en place une délimitation temporaire du début du talus vers l'A86 pour la sécurité de leurs enfants. Les familles rencontrées sur place ont souhaité avoir un rendez-vous avec le maire pour expliquer leur situation, leurs besoins et leurs projets.

Cette décision de la nouvelle municipalité est peu compatible avec les droits fondamentaux, les principes républicains de fraternité et d'égalité et les engagements pris lors de la campagne municipale par la signature du Pacte pour la Transition qui dit entre autres : "*Assurer l'accès aux droits et aux dispositifs d'accueil et d'accompagnement à toutes les personnes migrantes de façon inconditionnelle.*"

Elle est également en contradiction avec les décisions du gouvernement de protéger des populations vulnérables en cette période de virus et de canicule, notamment l'instruction du ministre du logement du 2 juillet 2020 (ref D20008000) qui demande "de prévenir et éviter les expulsions locatives sans proposition de relogement dans le contexte sanitaire actuel"

Alternatiba et Ligue des droits de l'homme demandent au maire et au préfet de la Seine-Saint-Denis la suspension immédiate du processus d'expulsion et l'organisation d'une rencontre avec les familles pour chercher avec elles des solutions dignes et respectueuses de leurs droits. Le Secours Catholique du 93 s'est associé aux courriers envoyés au préfet et au maire.

Habitants de Rosny et des communes voisines, faites connaître votre soutien aux familles et à la recherche de solutions appropriées mettant fin aux expulsions à répétition.

Diffusez ce texte autour de vous et contactez les associations impliquées !

stopexpulsionrosny@riseup.net rosny@alternatiba.eu ldh-bnrb@laposte.net